

L'INDE AUX HINDOUS : LES MINORITÉS FACE AU NATIONALISME RELIGIEUX



Les violations envers
les minorités chrétiennes
explosent en Inde.

Analyse du phénomène
et de ses causes à l'aube
des élections de 2019.

Pour des raisons de sécurité, nous ne pouvons montrer le visage des chrétiens persécutés en Inde.



Portes Ouvertes

Au service des chrétiens persécutés

portesouvertes.fr

Sommaire

03

Introduction

- 3 Introduction
- 4 Sources
- 5 Synthèse

06

1. Le tournant nationaliste de 2014 et ses conséquences sur les minorités religieuses

- 7 La montée progressive d'un extrémisme hindou violent
- 8 Arrivée au pouvoir en 2014 du BJP... et des milices hindoues
- 10 Vers une nation exclusivement hindoue ? L'agenda des hindouistes radicaux
- 11 Les chiffres : explosion de la violence contre la minorité chrétienne

14

2. Analyse de la persécution de la minorité chrétienne

- 15 Lois anticonversion et détournement de la loi PESA : le problème légal
- 17 Les cérémonies « Ghar Wapsi » : le problème local
- 19 Impunité des persécuteurs et instrumentalisation de l'hindouisme : le problème politique
- 21 Le phénomène de double vulnérabilité des dalits et des femmes : le problème social

23

3. L'enjeu des élections de 2019

- 24 Le phénomène de polarisation politique
- 25 Défaites du BJP aux élections régionales malgré une tentative d'exclusion des électeurs chrétiens
- 26 La récupération de la thématique hindouiste
- 27 Les élections de 2019 vues par les chrétiens

28

Conclusion

- 28 Recommandations politiques

30

Annexes

- 31 Une mosaïque de religions - le paysage religieux indien
- 32 L'Église en Inde
- 35 Racines et fondement de l'Hindutva
- 36 La laïcité à l'indienne : une protection théorique dans la Constitution
- 37 Musulmans et chrétiens : une même persécution ?
- 39 Glossaire

Introduction

Souvent présentée comme LA plus grande démocratie du monde en raison de son nombre d'électeurs, l'Inde est sur le point de basculer d'une république laïque à une nation hindoue. La montée en puissance du nationalisme hindou, encouragée par le Bharatiya Janata Party (BJP) de Narendra Modi, remet en cause le pluralisme culturel, la tolérance religieuse, la protection des minorités, l'efficacité de la justice et l'État de droit.

Héritière du principe de la non-violence prôné par Gandhi, l'Inde semble s'en éloigner radicalement, cependant que les exactions perpétrées par les extrémistes hindous à l'encontre des minorités chrétiennes et musulmanes se multiplient dans un climat d'impunité inquiétant.

Alors que le Premier ministre Modi s'est donné pour mission de faire du XXIème siècle celui de l'Inde¹, la question se pose légitimement : au-delà de la réussite économique, quelle Inde émergera au cours du siècle ? Une nation exclusivement hindoue ou une société pluraliste où chaque individu aura les mêmes droits, sans distinction de caste ou de religion ?

¹ « Si l'on considère que le 21e siècle est le siècle de l'Asie, alors il est de notre devoir d'en faire le siècle de l'Inde. » Visite d'État aux Philippines, novembre 2017.

Sources

Ce rapport procède d'une analyse, traduction et compilation de plusieurs travaux auxquels l'ONG Portes Ouvertes, au service des chrétiens persécutés depuis plus de 60 ans, a participé :

- *"We are Indian too"*, rapport analytique de l'escalade des violations des droits de l'homme pour les minorités religieuses en Inde, réalisé par plusieurs ONG présentes sur le terrain en Inde mais préférant rester anonymes pour la sécurité de leurs équipes. Il recense 1620 cas de persécution sur la période allant de janvier 2014 à mars 2018.
- *"INDIA Country report 2019"*, World Watch List, Travail annuel de l'équipe de recherche d'Open Doors International dont est issu l'Index Mondial de Persécution des Chrétiens publié par Portes Ouvertes France. Il couvre les événements survenus du 1er novembre 2017 au 31 octobre 2018.
- *"Plus aucune place pour les non-hindous dans la plus grande démocratie du monde ?"*, PO Info. Article de fond pour mieux comprendre les contextes et enjeux vécus par les chrétiens persécutés en raison de leur croyance religieuse, élaboré par Portes Ouvertes en février 2019.

Il est nécessaire de noter qu'à ce jour ni les statistiques officielles du gouvernement indien ni les travaux des différentes ONG travaillant en Inde ne parviennent à rendre compte de la totalité des violations de la liberté religieuse. Ce rapport présente néanmoins un échantillon représentatif des cas de persécution permettant une analyse des mécanismes et du degré de la persécution religieuse.

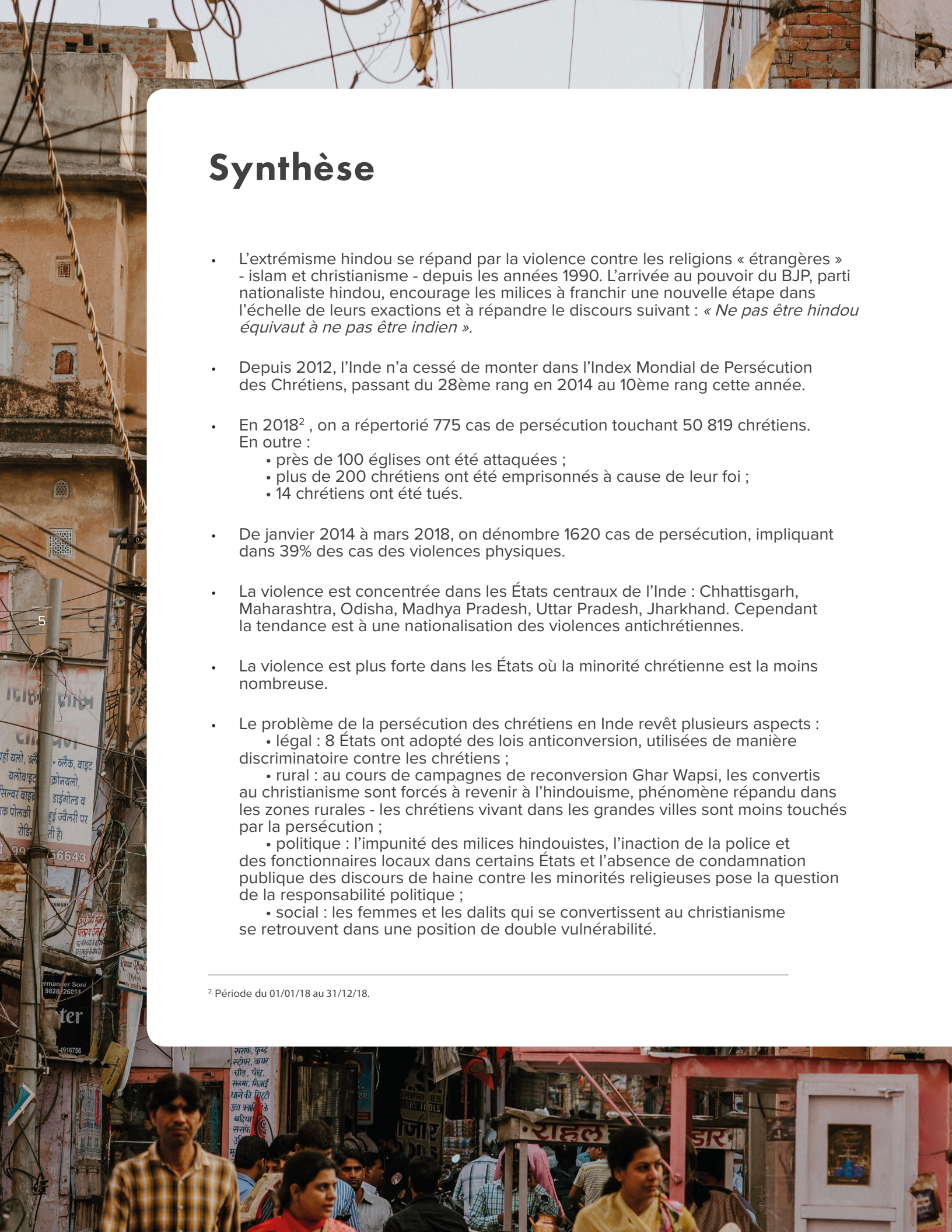
Ce rapport se concentre sur la minorité chrétienne, au cœur de l'expertise de Portes Ouvertes. Il permet cependant de montrer ce que vivent les minorités considérées comme professant une religion « étrangère ». Portes Ouvertes défend la liberté religieuse pour tous et les recommandations politiques présentées dans ce rapport visent à améliorer la situation des minorités en général.

De plus, quelques éléments de comparaison entre la persécution des chrétiens et des musulmans sont consultables en annexe.

Synthèse

- L'extrémisme hindou se répand par la violence contre les religions « étrangères » - islam et christianisme - depuis les années 1990. L'arrivée au pouvoir du BJP, parti nationaliste hindou, encourage les milices à franchir une nouvelle étape dans l'échelle de leurs exactions et à répandre le discours suivant : « *Ne pas être hindou équivaut à ne pas être indien* ».
- Depuis 2012, l'Inde n'a cessé de monter dans l'Index Mondial de Persécution des Chrétiens, passant du 28ème rang en 2014 au 10ème rang cette année.
- En 2018², on a répertorié 775 cas de persécution touchant 50 819 chrétiens. En outre :
 - près de 100 églises ont été attaquées ;
 - plus de 200 chrétiens ont été emprisonnés à cause de leur foi ;
 - 14 chrétiens ont été tués.
- De janvier 2014 à mars 2018, on dénombre 1620 cas de persécution, impliquant dans 39% des cas des violences physiques.
- La violence est concentrée dans les États centraux de l'Inde : Chhattisgarh, Maharashtra, Odisha, Madhya Pradesh, Uttar Pradesh, Jharkhand. Cependant la tendance est à une nationalisation des violences antichrétiennes.
- La violence est plus forte dans les États où la minorité chrétienne est la moins nombreuse.
- Le problème de la persécution des chrétiens en Inde revêt plusieurs aspects :
 - légal : 8 États ont adopté des lois anticonversion, utilisées de manière discriminatoire contre les chrétiens ;
 - rural : au cours de campagnes de reconversion Ghar Wapsi, les convertis au christianisme sont forcés à revenir à l'hindouisme, phénomène répandu dans les zones rurales - les chrétiens vivant dans les grandes villes sont moins touchés par la persécution ;
 - politique : l'impunité des milices hindouistes, l'inaction de la police et des fonctionnaires locaux dans certains États et l'absence de condamnation publique des discours de haine contre les minorités religieuses pose la question de la responsabilité politique ;
 - social : les femmes et les dalits qui se convertissent au christianisme se retrouvent dans une position de double vulnérabilité.

² Période du 01/01/18 au 31/12/18.



**Le tournant
nationaliste
de 2014 et ses
conséquences
sur les
minorités
religieuses**

La montée progressive d'un extrémisme hindou violent

S'il est vrai que 2014 a représenté un tournant dans la persécution des chrétiens en Inde, il est essentiel de comprendre la montée en puissance de l'hindouisme radical depuis des décennies.

Une idéologie exclusive et radicale

L'Hindutva³ est l'idéologie nationaliste hindoue développée par les mouvances radicales hindoues, ferment du processus d'hindouisation de la société. L'exclusivité de la nation indienne, réservée aux hindous, s'est construite sur l'affirmation d'un besoin de réaction contre la perte culturelle liée aux invasions musulmanes ; la perte linguistique liée au colonialisme britannique ; la perte des valeurs face à l'attrait des sociétés occidentales... Protéger la religion hindoue devient dès lors synonyme de préservation de l'identité de la nation indienne.

Pour les hindous radicaux, cela passe par une « purification » du pays via une éradication des religions « étrangères » (christianisme et islam), dont les adeptes ne sont pas considérés comme des citoyens indiens à part entière. Notons que l'invasion islamique de l'Inde, du 8ème siècle au 11ème siècle, est considérée comme « le plus grand génocide de l'histoire » par l'historien Fernand Braudel dans son livre « A History of Civilizations », 1995.

Une expression toujours plus violente depuis les années 1990

L'expression de l'hindouisme s'est progressivement radicalisée et a pris

un caractère plus violent. Quelques dates clefs :

1992 - destruction de la mosquée Babri Masjid : 150 000 hindous radicaux encadrés par les milices extrémistes dont le VHP⁴ s'attaquent à cette mosquée dans la ville d'Ayodhya dans l'Uttar Pradesh, au motif qu'elle est située sur le lieu de naissance du dieu Ram. Sa démolition engendrera des mois de violences intercommunautaires dans tout le pays, faisant près de 2 000 morts.

1999 - un missionnaire australien et ses enfants brûlés vifs : Graham Staines, missionnaire chrétien australien, est brûlé vif dans sa voiture avec ses deux fils par une cinquantaine d'individus armés, le 22 janvier dans l'État de Jharkhand. Engagé auprès des lépreux, il avait été accusé de convertir de force des hindous, propos qui ont suscité l'indignation et la levée de bouclier de nombreux médias⁵.

2007 - attentat contre la mosquée d'Hyderabad : une attaque à la bombe fait 11 morts et 50 blessés alors que des centaines de musulmans étaient réunis pour prier. Trois autres personnes seront tuées dans les affrontements violents avec la police qui suivirent.

2008 - émeutes antichrétiennes dans l'État d'Odisha : l'assassinat d'un activiste hindou, Swami Laxmanananda, a été attribué aux chrétiens par les hindouistes (alors qu'il était revendiqué par un groupe maoïste). En représailles, 120 chrétiens sont tués, 250 églises sont attaquées, 4000 habitations sont détruites - ce qui engendre le déplacement de 50 000 chrétiens.

Ces événements et l'impunité d'un certain nombre de protagonistes ont attisé les sentiments antichrétiens et antimusulmans : progressivement l'hindouisme radical, circonscrit à quelques États centraux, s'est répandu à l'échelle nationale, encouragé par l'arrivée au pouvoir du BJP en 2014.

³ Voir Annexes p. 35

⁴ Vishva Hindu Parishad - Voir p.8

⁵ <https://www.portesouvertes.fr/edifier/podcast/inde-le-bilan-20-ans-apres-l-assassinat-des-staines>

2014 : arrivée au pouvoir des nationalistes... et des milices hindoues

Les élections de 2014 ont représenté un changement de grande ampleur dans le gouvernement indien : le Bharatiya Janata Party (BJP), parti politique empreint de fondamentalisme hindou et d'idéologie nationaliste, domine désormais la vie politique avec la majorité des sièges à la chambre basse du Parlement. À partir de ce moment, la configuration politique encourage les nationalistes hindous à mettre en place leur projet : faire de l'Inde une nation hindoue, en d'autres termes, un véritable Hindouistan. Les actes de violence des extrémistes hindous sont en hausse constante depuis 2014, dans un climat d'impunité générale.

8

Les milices hindoues

Beaucoup d'organisations nationalistes hindoues diffusent un message de haine et engagent des actions contre les minorités chrétiennes et musulmanes, au premier rang desquelles :

- **Hindu Mahasabha**, fondé par V. D. Savarkar en 1915 : ce mouvement s'est constitué en parti politique, initialement pour défendre les intérêts hindous face à la All India Muslim League. On notera que Nathuram Godse, auteur de l'assassinat de Gandhi, fut un responsable local du Hindu Mahasabha (et aussi membre du RSS). Ce mouvement organise des grands événements antichrétiens en Inde.

- **Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS)**, fondé par K. B. Hegdewar en 1925 : c'est la principale organisation suprématiste hindoue⁶. Inspirée des mouvements d'extrême-droite européens, ses objectifs initiaux étaient de combattre le colonialisme britannique et le séparatisme musulman. Le mouvement a été interdit de nombreuses fois en Inde, dont trois fois depuis l'indépendance. Aujourd'hui le groupe hindouiste le plus puissant, il se concentre sur son influence sur l'agenda politique⁷.
- **Vishva Hindu Parishad (VHP)**, fondé par Swami Chinmayananda et S. S. Apte en 1960 : son principal objectif est « *d'organiser, de consolider la société hindoue et de servir et protéger le dharma hindou* »⁸. Ses militants sont très présents à l'échelle locale, organisant des manifestations et interrompant les services religieux des chrétiens dans les villages.

Les liens étroits entre les milices et le BJP

D'aucuns considèrent le RSS comme un soutien actif du BJP. Il semblerait que dans les faits, c'est le BJP qui s'avère constituer l'aile politique du RSS⁹. Tous les leaders influents du BJP viennent d'un arrière-plan RSS. En fait, les membres du BJP sont dans leur écrasante majorité aussi membres du RSS et de ses 35 branches, ou des deux autres grandes organisations nationalistes hindoues citées plus haut¹⁰.

Quelques éléments soulignent les liens forts entre le BJP et les milices hindoues :

- la nomination d'hindous radicaux à des postes clefs : le propagandiste RSS Dinanath Batra en charge de la rédaction des manuels scolaires ; l'historien soutenant le système de caste Yellapragada Sudershan Rao à la présidence du Conseil Indien pour la

⁶ Encyclopedia of Modern Worldwide Extremists and Extremist Groups - Stephen E. Atkins

⁷ Propos tenus par le Pasteur indien Albert A., lors de la présentation de l'Index Mondial de Persécution des Chrétiens 2019 à l'Assemblée nationale - 20 février 2019.

⁸ <http://vhp.org/swagatam>

⁹ <http://opendoorsanalytical.org/wp-content/uploads/2019/01/India-WWR-COUNTRY-DOSSIER-January-2019-update.pdf>

¹⁰ <http://opendoorsanalytical.org/wp-content/uploads/2019/01/India-WWR-COUNTRY-DOSSIER-January-2019-update.pdf>

Recherche Historique ; Lokesh Chandra, qui décrivait Narendra Modi comme un dieu dans une interview à l'Indian Express, à la direction du Conseil pour les Relations Culturelles en 2014 ;

- les discours contre les chrétiens et d'autres minorités tenus publiquement par Raghubar Das (Ministre en chef de l'État de Jharkhand), Yogi Adityanath (Ministre en chef de l'État de Uttar Pradesh), Manohar Lal Khattar (Ministre en chef de l'État de Haryana), Rajnath Singh (Ministre de l'Intérieur), tous membres éminents du BJP¹¹;
- selon Reuters, un proche collaborateur du Premier ministre Modi a affirmé que celui-ci s'était engagé à faire avancer le programme du RSS et l'idéologie Hindutva. Il a déclaré que « *le premier ministre est considéré comme un membre du RSS qui n'hésiterait pas à lui sacrifier sa vie. Il pense que c'est la meilleure institution, un centre de réflexion et une organisation qui a le pouvoir de faire changer l'Inde* »¹² ;
- le rapporteur spécial de l'ONU, E Tendayi Achiume a noté en septembre 2018 que

l'élection du parti nationaliste hindou BJP « *a entraîné des violences contre des dalits, des musulmans, des autochtones et des chrétiens* » et que cette violence est motivée par la rhétorique des dirigeants du BJP ;

- la création d'un poste de ministre du Yoga¹⁴ le 19 novembre 2014.

La réussite économique dont Narendra Modi a fait son héritage ne saurait faire oublier sa responsabilité dans la situation actuelle des chrétiens en Inde. Fondamentaliste hindou, ce dernier s'est très activement impliqué au sein du RSS au cours de sa jeunesse, devenant même militant à plein temps et promoteur de l'idéologie hindoue. Lorsqu'il était gouverneur de l'État du Gujarat, il a joué un rôle déterminant dans la mise en application d'une loi anticonversion très stricte. Sa responsabilité dans les vagues de violences en 2002 dans l'État de Gujarat a été dénoncée par de nombreuses organisations des Droits de l'Homme.¹⁵ D'aucuns évoquent même des véritables pogroms contre les musulmans¹⁶.

¹¹ <http://opendoorsanalytical.org/wp-content/uploads/2019/01/India-WWR-COUNTRY-DOSSIER-January-2019-update.pdf>

¹² Nair, R.J. and Daniel, F.J., 'Special report: Battling for India's soul, state by state', Reuters, 12 October 2015.

¹³ Report of the Special Rapporteur on contemporary forms of racism, racial discrimination, xenophobia and related intolerance', United Nations General Assembly, August 2008, p. 10. The comment was based on a Human Rights Watch submission to the Human Rights Council universal periodic review of India, 2016.

¹⁴ En Inde, le yoga est directement associé à plusieurs minorités hindoues.

¹⁵ Human right watch : "WE HAVE NO ORDERS TO SAVE YOU", State Participation and Complicity in Communal Violence in Gujarat, <https://www.hrw.org/reports/2002/india/gujarat.pdf>

¹⁶ <http://opendoorsanalytical.org/wp-content/uploads/2019/01/India-WWR-COUNTRY-DOSSIER-January-2019-update.pdf>

Vers une nation exclusivement hindoue ? L'agenda des hindouistes radicaux

Les hindouistes radicaux ont eu le sentiment d'être arrivés au pouvoir avec le BJP en 2014. Cela s'illustre par deux phénomènes qui accentuent la persécution des chrétiens : un sentiment d'impunité encourageant les violences, et une libération du discours incitant à la haine contre les minorités et proclamant avec vigueur l'agenda hindouiste.

Éradication programmée des chrétiens et des musulmans

Rajeshwar Sing, l'un des principaux dirigeants du RSS, a fait une déclaration remarquée dans les médias nationaux en 2014 :

« Notre but est de faire de l'Inde une nation hindoue d'ici 2021. Les musulmans et les chrétiens n'ont aucun droit de rester ici. Ainsi, ils devront se convertir à l'hindouisme ou partir. »¹⁷

Cette affirmation qui ne sera pas condamnée publiquement, sera suivie de centaines de reconversions forcées de chrétiens à l'hindouisme autour de la période de Noël. D'autres prises de paroles publiques ont contribué au climat de haine contre les minorités :

- Après la victoire de la coalition menée par le BJP aux élections législatives de 2014, Ashok Singhal, leader du VHP, a déclaré qu'il s'agissait là du commencement d'une révolution qui verrait l'Inde devenir

complètement hindoue d'ici à 2020 et le monde entier d'ici à 2030.¹⁸

- En août 2017, alors qu'il cherchait à obtenir le soutien de la population pour faire passer une loi anticonversion, le gouvernement du Jharkhand a publié un encart publicitaire d'une page dans de nombreux journaux locaux. Dans cet encart, était reprise et déformée une citation de Ghandi dénonçant les missionnaires chrétiens et leur travail de conversion et de prosélytisme parmi les adivasis¹⁹ et les dalits²⁰.
- En 2018, Surendra Singh, membre du BJP, aurait déclaré qu'« une fois que l'Inde [serait] devenue une 'rashtra' hindoue, seuls les musulmans qui adoptent la culture hindoue pourront rester dans le pays »²¹.

Principaux objectifs du RSS :

- Faire de l'Inde une nation hindoue.
- Changer la Constitution pour y intégrer les Lois de Manu (traité religieux précisant les lois et devoirs naturels et cosmiques).
- Établir des lois anticonversion à l'échelle nationale.
- Construire le temple de Rama (sur le terrain supposé de la "naissance de Rama" où se tenait une mosquée jusqu'en 1992, date de sa destruction par des extrémistes hindous).
- Éradiquer le christianisme et l'islam.
- Rétablir le système des castes, fondement de la société selon l'hindouisme.
- Hindouiser le système éducatif.
- Remporter à tout prix les élections de 2019.

¹⁷ <https://archive.siasat.com/news/rajeshwar-singh-muslims-and-christians-will-have-convert-hinduism-687393/>

¹⁸ Indian Express, 'India will be a Hindu nation by 2020, world by 2030: VHP leader Ashok Singhal', 20 July 2015, <https://indianexpress.com/article/india/india-others/by-2020-india-will-be-hindu-nation-world-by-2030-ashok-singhal/#sthash.5nNY6R89.dpuf>

¹⁹ Aborigènes de l'Inde

²⁰ The Wire, 'Jharkhand Government Is Misusing Gandhi, Public Funds to Fuel Anti-Christian Hate', 12 August 2017, <https://thewire.in/politics/jharkhand-gandhi-advertisement-christians>

²¹ Times of India, 'Lok Sabha polls will see 'Islam vs Bhagwan', Pakistan vs India': BJP MLA, 13 April 2018, <https://timesofindia.indiatimes.com/india/lok-sabha-polls-will-see-islam-vs-bhagwan-pakistan-vs-india-bjp-mla/articleshow/63746264.cms>

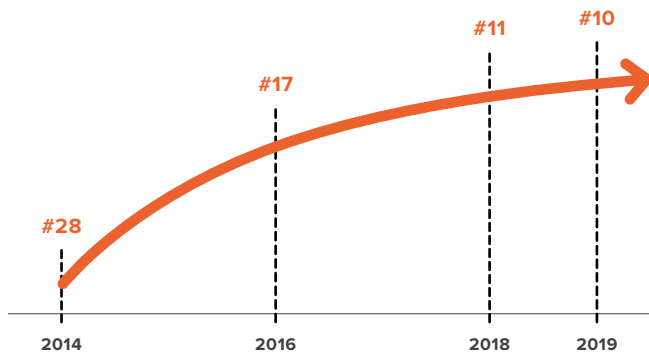
Un agenda porté par le BJP ?

L'hindouisation de l'Inde est la face cachée de la politique du BJP : bien que l'accent soit mis sur la prospérité économique et sur le développement bénéficiant à l'ensemble de la population, l'agenda hindouiste reste une priorité. Pendant la campagne électorale, Lalkrishna Advani, membre éminent du BJP, a promis que « *l'industrialisation, le développement, les infrastructures et plusieurs*

réglementations et politiques incluant les lois anticonversion » seraient mis en place en cas de victoire de son parti. Ainsi, depuis quatre ans, le BJP et le RSS, main dans la main sur la question de l'hindouisation, mettent en place de grands changements sociaux en ce sens, dont les chrétiens payent le prix. « *Ce sont des temps favorables* », répète Mohan Bhagwat, leader du RSS²².

Les chiffres : explosion de la violence contre la minorité chrétienne

Évolution de la position de l'Inde dans l'Index Mondial de Persécution des Chrétiens



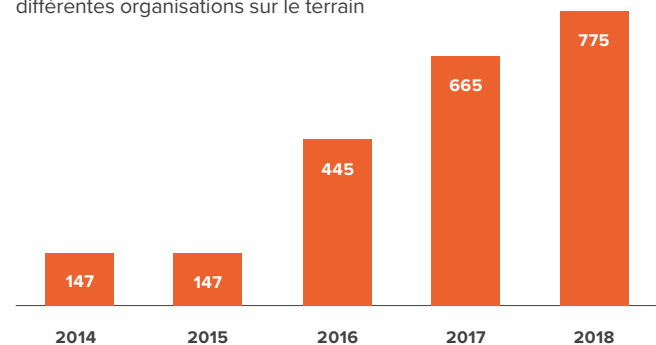
Depuis 2014, l'Inde n'a cessé de monter dans le classement de l'Index Mondial de Persécution des Chrétiens pour figurer dans les 10 premiers pays persécuteurs en 2019.

Au cours de l'année 2018, on recense **775 faits de persécutions** impliquant **50 819 personnes touchées** : 19 014 hommes, 18 947 femmes et 12 858 enfants.

En outre, environ 100 églises ont été attaquées, au moins 200 personnes ont été arrêtées uniquement pour leur foi et au moins 14 ont été tuées. Cependant, de nombreux autres drames ne sont pas documentés, de sorte que les chiffres réels pourraient être beaucoup plus élevés. On note aussi que 26 propriétés de chrétiens ont été détruites et 1 932 chrétiens ont été forcés de fuir leur lieu d'habitation.

Nombre de cas de violences analysés dans le rapport contre les chrétiens par année

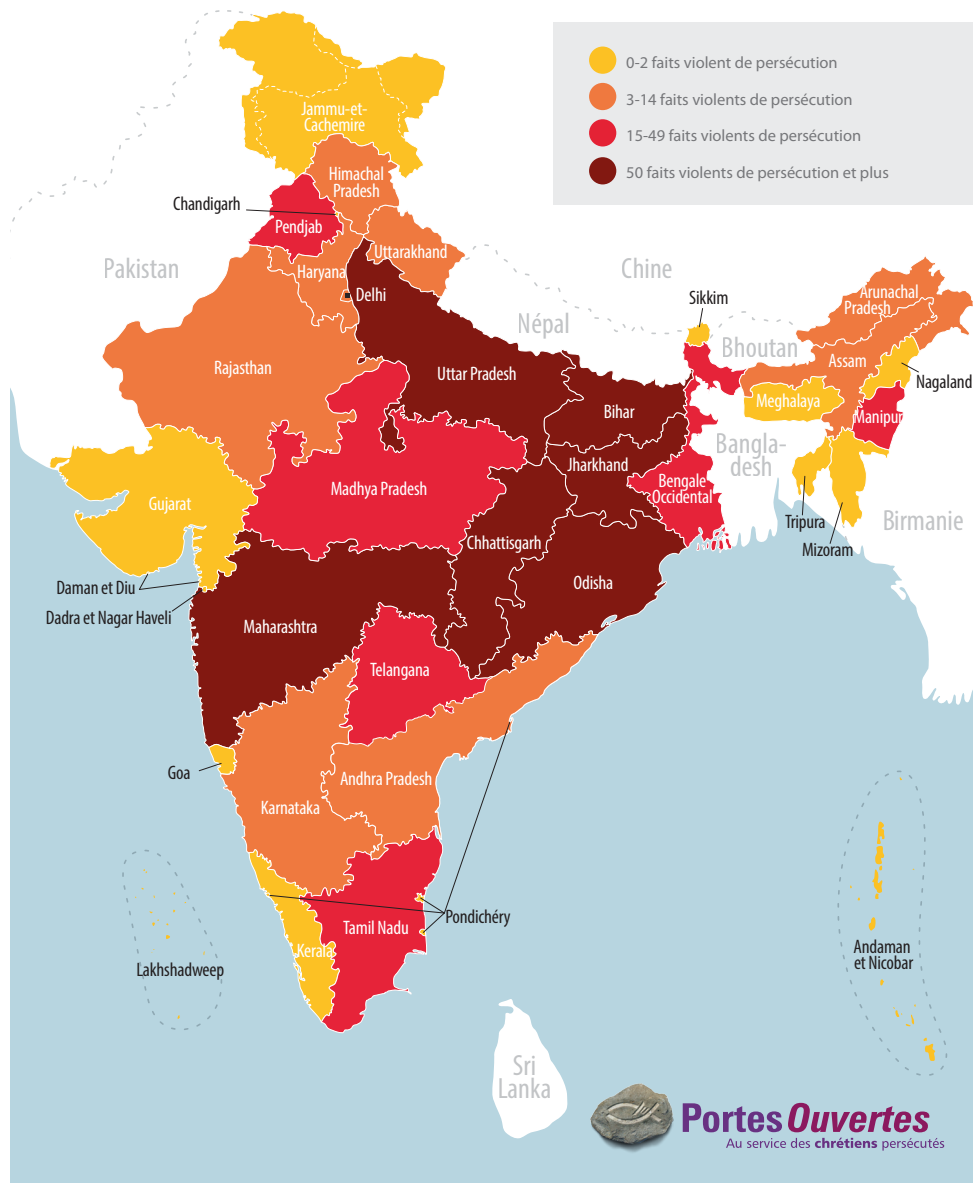
Source : cas rapportés par différentes organisations sur le terrain



²² <http://www.dailymail.co.uk/indiahome/indianews/article-3168590/Bhagwat-says-time-favourable-push-Hindutvaagenda-expand-youth-RSS.html>

VIOLENCE CONTRE LES CHRÉTIENS EN INDE PAR RÉGION

(Estimation du nombre d'attaques du 1^{er} novembre 2017 au 31 octobre 2018)



Analyse de la violence antichrétienne²³ :

- **39% des incidents de persécution contre les chrétiens impliquent des cas de violence physique** (passage à tabac, meurtre, viol, kidnapping, mariage forcé).
- 20% des incidents de persécution contre les chrétiens impliquent du vandalisme et des dégradations de propriétés et d'églises.
- Le degré de violence est inversement proportionnel à la concentration de chrétiens dans l'État : **moins il y a de chrétiens, plus ils sont violemment persécutés.**

Concrètement, cela signifie que les chrétiens des États de Chhattisgarh, Maharashtra, Odisha, Madhya Pradesh, Uttar Pradesh, Jharkhand et Telangana sont quotidiennement confrontés à un haut niveau de violence et de discrimination.

²³ Sur la période janvier 2014 - mars 2018, soit sur 1620 cas de persécution.

Exemples de persécution :

- À Maharashtra, en janvier 2017, une foule a frappé 11 chrétiens et en a grièvement blessé trois, simplement parce qu'ils assistaient à un culte. **Ces faits de persécution engendrent une atmosphère dans laquelle les chrétiens ont peur de participer à des rassemblements qui sont pourtant garantis par la Constitution.**
- En 2018, Anjali Masih (fille d'un couple hindou qui s'est récemment converti au christianisme) a été violée puis étranglée avec un câble de chargeur de téléphone par trois hommes. Elle avait 9 ans. Selon le rapporteur spécial des Nations Unies sur les violences contre les femmes « *des épisodes récurrents de violences communautaires contre les minorités religieuses, notamment les chrétiens et les musulmans, engendrent un sentiment d'insécurité et de traumatisme pour les femmes de ces minorités. Il est arrivé que des femmes soient déshabillées, brûlées, attaquées à l'aide d'objets insérés de force dans leur vagin et agressées sexuellement de différentes façons à cause de leur religion. En général, les agresseurs occupent des postes à responsabilité et ne sont jamais condamnés.*²⁴ »



Le père d'Anjali, violée et étranglée le 5 août 2018, dévasté.

- **La persécution prend aussi la forme de l'ostracisme communautaire.** En octobre 2014, une foule d'extrémistes hindous a placé une image d'un dieu hindou sur une pompe à eau utilisée pour puiser de l'eau potable, placée à l'extérieur d'une église, et ont dit aux chrétiens qu'ils n'avaient plus le droit d'utiliser cette source. En septembre 2015, les enfants qui étaient scolarisés dans l'école publique se sont vu interdire de retourner à l'école parce qu'ils n'assistaient pas au cours de religion hindoue le dimanche. Dans l'Uttar Pradesh en 2016, des officiers de police ont menacé une femme de lui retirer sa carte de rationnement à cause de sa foi chrétienne.



Fermeture du centre éducatif chrétien Emmanuel en 2018, les enfants sont contraints de quitter l'établissement.

Analyse de la persécution de la minorité chrétienne

Loi anticonversion et détournement de la loi PESA : le problème légal

La liberté religieuse des chrétiens indiens, défendue par la Constitution et proclamée dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, se trouve remise en cause dans la législation de certains États.

Les lois anticonversion : entorse à la liberté religieuse des chrétiens

Bien que la laïcité soit un fondement défendu par la Constitution, 8 États ont adopté des lois anticonversion visant à discriminer les croyances minoritaires. Il s'agit de l'Uttarakhand, de l'Odisha, du Madhya Pradesh, de Chhattisgarh, de l'Himachal Pradesh, du Gujarat, de Jharkhand et du Rajasthan²⁵. Dans ces États, tout chrétien impliqué de près ou de loin dans la conversion d'un hindou au christianisme peut être accusé et poursuivi en justice. Les lois anticonversion, qui restreignent la liberté religieuse de manière générale, sont utilisées de manière disproportionnée contre les chrétiens.

Ce que prévoient ces lois : malgré quelques différences selon les États, l'objectif reste de prévenir les conversions religieuses non volontaires, opérées par la « contrainte » ou la « séduction ». Les peines peuvent s'élever à des amendes de 50 000 INR (640 euros) ou aller jusqu'à 3 ans de prison (les peines sont susceptibles d'être alourdies si la victime est une femme, un dalit ou un membre d'une tribu). Les conversions doivent être rapportées et enregistrées auprès des autorités locales par le converti et la personne présidant sa cérémonie de conversion, en précisant la date et le lieu de l'événement.

Pourquoi ces lois menacent les chrétiens ?

- **Les termes sont mal définis :** l'ambiguïté et le manque de clarté juridique des termes « conversion forcée », « conversion frauduleuse », « séduction » et « incitation » conduisent dans la pratique à la violation des principes de liberté religieuse défendus dans la Constitution.
- **Enregistrer son changement de religion devient un parcours du combattant :** la procédure est longue et compliquée. Il faut l'autorisation des autorités locales, puis celle de la police après enquête, avant de recevoir un certificat de conversion de la part d'un magistrat. Beaucoup de chrétiens n'osent déclarer leur conversion de l'hindouisme.
- **L'application est discriminatoire :** ces lois ne concernent pas les conversions à l'hindouisme dans certains États, ni les cérémonies de reconversion forcée Ghar Wapsi²⁶. De manière générale, les chrétiens sont particulièrement visés par les lois anticonversion.
- **Un climat d'intolérance religieuse s'instaure :** la plupart des cas ne dépassent pas le cadre du commissariat qui ne transmettra pas le cas devant le juge. « *Dans les États indiens qui ont adopté des lois sur la conversion religieuse, il semble qu'il n'y ait que peu de condamnations, voire aucune, concernant la conversion par la force, l'incitation ou des moyens frauduleux... En revanche, de telles lois ou même des projets de loi, ont eu des conséquences néfastes pour les minorités religieuses et ont encouragé la violence de la foule à leur encontre*²⁷ », explique le rapporteur de l'ONU sur la liberté religieuse.

²⁵ Dans l'État d'Arunachal Pradesh, la loi existe sur le papier mais n'a pas été appliquée. La loi anticonversion du Rajasthan n'a pas encore été signée par le président indien.

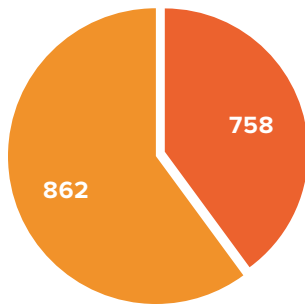
²⁶ Voir p. 17

²⁷ United Nations, General Assembly, Promotion and Protection Of All Human Rights, Civil, Political, Economic, Social And Cultural Rights, Including The Right To Development: Report Of The Special Rapporteur On Freedom Of Religion Or Belief, A/HRC/10/8/Add.3 (26 January 2009), <http://daccess-ods.un.org/TMP/5744267.70210266.html>

Exemples de persécutions liées aux lois anticonversion

Les cas de persécution touchent les chrétiens de manière disproportionnée dans les États qui ont adopté des lois anticonversion.

Nombre de faits violents de persécution selon l'adoption ou non de la loi anticonversion par les États



- 21 États où la loi anticonversion n'a pas été adoptée
- 8 États où la loi anticonversion a été adoptée

Exemple : État de Chhattisgarh, le 13 octobre 2017, le pasteur Khel Prasad Kurre rentrait chez lui après avoir rendu visite à un membre de son église qui était malade quand il a été attaqué par des extrémistes hindous armés de gourdins. Saignant abondamment à la tête, il a dû être hospitalisé et a reçu environ 12 points de suture. Plus tard, quand il a voulu déposer plainte au poste de police, il a découvert que ses assaillants l'avaient précédé et accusé de convertir des gens de force (s'appuyant ainsi sur les lois anticonversion en vigueur). Les policiers l'ont menacé de l'arrêter et ont refusé de recevoir sa plainte.

qu'ils ont tenu un culte, les villageois ont demandé à la police d'intervenir. L'inspecteur de police a justifié son arrestation en expliquant que les chrétiens faisaient pression pour que les groupes tribaux se convertissent. Le chef du village a ensuite reçu les honneurs du BJP et du RSS alors qu'il célébrait l'emprisonnement des chrétiens.



Le pasteur Kurre, attaqué au gourdin puis accusé de conversion forcée

Exemple : État de Jharkhand, juin 2018, 16 chrétiens d'un groupe tribal indien sont arrêtés par la police alors qu'ils rendaient visite à une famille dans le village de Phulpahari. Parce



Chrétiens arrêtés par la police après le service.



Le chef du village recevant les félicitations de représentants du BJP et du RSS.

La loi PESA : préserver les tribus de l'influence du christianisme

Ce que prévoient ces lois : les lois Panchayats ou PESA (Panchayats - Extension of Scheduled Areas), promulguées en 1996, dotent d'un système administratif spécial certaines zones rurales et zones dites « répertoriées » (zones comptant une forte population tribale). Chaque village se trouve régi par un « Gram Sabha » (conseil de villageois) aux compétences multiples : préserver les traditions, les coutumes et l'identité culturelle du village ; gérer les ressources communautaires ; régler les conflits selon les coutumes...

Pourquoi ces lois menacent les chrétiens ?

Les lois Panchayats, essentielles à la préservation des cultures minoritaires traditionnelles, laissent une grande marge

d'interprétation aux Gram Sabha qui l'utilisent pour chasser les chrétiens du village, leur interdire de pratiquer leur religion et de posséder un lieu de culte.

En juillet 2014, 52 familles chrétiennes se sont vu refuser une aide alimentaire auxquelles elles avaient droit, dans l'État de Chhattisgarh. Ces familles ont demandé l'intervention des responsables du district pour rétablir leur droit, mais elles ont été confrontées à l'agressivité des membres du VHP et du Bajrang Dal. Peu de temps après, le VHP a convoqué une réunion du Gram Sabha, au cours de laquelle une résolution a été adoptée. Cette résolution interdisait toute pratique des religions non hindoues, y compris les prières et les réunions, et toute « propagande » de ces croyances. Cette résolution s'appuyait sur l'article 129(G) de la Chhattisgarh Panchayat Raj Act.²⁸

Les cérémonies « Ghar Wapsi » : le problème local

Les Ghar Wapsi sont des campagnes de reconversion. Leur but affiché : faire revenir à l'hindouisme les chrétiens qui l'ont quitté. Elles touchent beaucoup les zones rurales des États centraux de l'Inde.

Ils suivent les cinq étapes suivantes :

1. Chasser les responsables chrétiens, prêtres ou pasteurs
2. Ostraciser les chrétiens, boycotter leurs magasins
3. Affaiblir par la violence
4. Reconvertir par un prêtre hindou qui se rend dans le village
5. Forcer les récalcitrants, en les obligeant à se prosterner devant les dieux hindous, à boire de l'urine de vache, à se raser les sourcils... (rites de reconversion)

Le « retour à la maison » ou le refus de la conversion

Bien qu'extrêmement violentes, ces cérémonies sont tolérées par les forces de l'ordre. Les groupes de la droite extrémiste hindoue ainsi que le BJP insistent qu'il ne s'agit pas d'une conversion forcée (interdite par les lois anticonversion) mais d'un retour à la religion d'origine du pays, donc d'un « retour à la maison ». Ces pratiques, limitées depuis quelques décennies aux quelques États dominés par le BJP (Gujarat, Chhattisgarh, Madhya Pradesh) se répandent désormais à l'échelle nationale.

En janvier 2016, Praveen Togadia, président en exercice du Vishva Hindu Parishad (Conseil Mondial Hindou) affirme que l'organisation a reconverti à l'hindouisme plus de 500 000 chrétiens et 250 000 musulmans ces 10 dernières années grâce à son programme de Ghar Wapsi.

²⁸ Dahat, P. 'In Bastar, 50 villages ban non-Hindu missionaries', The Hindu, 5 July 2014

Exemples de conversions forcées à l'hindouisme dans le cadre des Ghar Wapsi :

- **Novembre 2018** : le Ministre d'État de l'Uttar Pradesh, appuyé par les fonctionnaires du BJP, a fait pression sur 25 familles chrétiennes à Ghazipur pour qu'elles retournent à l'hindouisme.
- **Avril 2017** : Dans le Jharkhand, le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), un mouvement de militants hindous extrémistes, a déclaré que 53 familles chrétiennes s'étaient converties à l'hindouisme lors de cérémonies du Ghar Wapsi.
- **Janvier 2017** : Des extrémistes hindous ont agressé et forcé deux chrétiens à se convertir, ils les ont fait parader devant tout le village, les obligeant à se prosterner devant les dieux du village et à se convertir lors d'une cérémonie de Ghar Wapsi. Avant la cérémonie, les extrémistes avaient prévenu les chrétiens qu'ils devaient renier leur foi ou faire face à de terribles conséquences. À plusieurs reprises, les chrétiens sont allés voir la police pour porter plainte, mais la police a refusé de prendre leur déposition et de les protéger.
- **Février 2016** : 76 chrétiens se sont convertis à l'hindouisme en Odisha lors d'une cérémonie de Ghar Wapsi. Selon les sources locales, les hindous ont eu recours à la force et aux pressions lors de la cérémonie.
- **Décembre 2015** : Un jeune homme nommé Neeraj et deux de ses amis chrétiens s'étaient retrouvés ensemble pour organiser les fêtes de Noël. Alors qu'ils rentraient chez eux, ils ont été pris en embuscade par des hindous radicaux. Après avoir été frappés et menacés pendant toute une nuit, les 3 amis ont accepté de renoncer à leur foi. Neeraj raconte : « *J'avais tellement peur que j'ai décidé de leur obéir.* » Il a ensuite été emmené de force dans la salle communale du village face aux statues hindoues. Ses agresseurs l'ont obligé à réciter des écrits hindous et l'ont arrosé d'eau mélangée à de l'excrément et à de l'urine de vache. Les extrémistes ont pris des photos des trois hommes comme preuve de leur conversion.

Impunité des persécuteurs et instrumentalisation de l'hindouisme : le problème politique

Le processus d'hindouisation (ou safranisation) consiste à faire de l'Inde une nation hindoue. Ce processus se diffuse, via l'influence des agences gouvernementales, la violence des groupes extrémistes hindous, l'endoctrinement idéologique et la pression par la loi sur les minorités religieuses, notamment les chrétiens.

Ce processus relève d'une volonté politique, illustrée par différents éléments :

La « safranisation » de l'éducation

Faisant référence à la couleur safran - couleur sacrée de la religion hindoue - ce terme est un synonyme du processus d'hindouisation, généralement utilisé pour décrire l'influence du RSS sur l'éducation. Bien au fait du rôle clef du système éducatif dans la diffusion idéologique, le RSS milite pour y introduire des éléments de l'hindouisme, arguant que les shastras - écritures sacrées fondamentales dans l'hindouisme - n'y reçoivent pas l'importance qui leur est due. Quelques démarches ont été entreprises, notamment dans les États dirigés par le BJP. Le gouvernement BJP dans l'État du Madhya Pradesh a ainsi ordonné l'introduction du « Bhagvad Gita » (ensemble de textes sacrés hindous) dans le programme scolaire des collèges et lycées ainsi que des cours de yoga²⁹ dans les écoles. Face à des manifestations d'opposition, le premier projet a cependant été reporté et le yoga est devenu optionnel.

La nomination de militants hindous à des postes clefs

La création d'un poste de ministre du Yoga était un premier signal fort envoyé par le Premier ministre Narendra Modi aux hindouistes. De nombreuses autres nominations semblent servir à la diffusion idéologique de l'hindouisation :

- Dinanath Batra, propagandiste du RSS, militant pour l'introduction d'éléments hindous dans l'éducation pour contrer l'influence britannique, a été désigné en 2015 par le gouvernement pour participer à la rédaction des nouveaux livres scolaires pour l'enseignement primaire.
- Yellapragada Sudershan Rao, historien controversé en raison de ses éloges du système de castes et de ses approches des écrits de mythologie hindoue (Mahabharata et Ramayana) comme constituant de réelles sources historiques, a été nommé en 2014 Président du Conseil Indien pour la Recherche Historique.
- Lokesh Chandra, qui décrivait Narendra Modi comme un dieu dans une interview à l'Indian Express, s'est vu confier la direction du Conseil pour les Relations Culturelles en 2014.

L'instrumentalisation de la question tribale

Les populations autochtones de l'Inde, bien qu'animistes et consommant de la viande de boeuf, sont recensées comme hindouistes pour des raisons socio-politiques. Pour s'assurer de leur association à l'identité hindoue, le RSS s'est doté d'une aile dédiée à la question tribale, la Vanwaasi Kalyaan Ashram (Organisation pour le développement des tribus). Les missions de diffusion de l'hindouisme se doublent souvent d'une hausse de la persécution contre les chrétiens, notamment dans les régions de Chhattisgarh, Madhya Pradesh, Odisha, Gujarat et Jharkhand. Alors que le gouvernement BJP finance la traduction du Ramayana dans les langages tribaux locaux au Chhattisgarh,

²⁹ En Inde, le yoga est directement associé à plusieurs minorités hindoues.

un comité de villages de la région a récemment publié une « *interdiction d'entrée dans plus de cinquante villages pour tout missionnaire non hindou* »³⁰.

L'acquittement de « terroristes safran »

Selon l'idéologie Hindutva et d'après le RSS, les chrétiens et les musulmans sont des ennemis et la violence à leur égard devient l'accomplissement d'un devoir religieux. Un certain nombre d'accusés d'attentats terroristes graves contre des minorités ont ainsi été relâchés et sont considérés comme des héros de l'hindouisme, tels Swami Aseemanand, impliqué dans plusieurs attentats contre des mosquées. Ce même homme avait aussi été responsable des émeutes anti chrétiennes à Dang il y a une vingtaine d'années.

La première semaine de juillet 2018, le ministre de l'Aviation Jayant Sinha a décoré de guirlandes de fleurs huit condamnés pour meurtre lors de leur libération sous caution. Les hommes avaient été reconnus coupables du lynchage d'un négociant en viande bovine, pour des raisons éminemment religieuses³¹.

Le rôle des forces de l'ordre et des fonctionnaires du gouvernement

17% des faits de persécution ont été perpétrés ou amplifiés par la police ou des fonctionnaires du gouvernement³². Malgré le

manque de preuve concernant les accusations d'« *incitation à la conversion ou recours à la fraude ou à la force* », la police arrête souvent les chrétiens et enregistre des plaintes³³ (FIR: First Incident Report) à leur rencontre, pour ensuite les relâcher sans aucun chef d'accusation.

Plusieurs des cas rapportés montrent qu'il arrive que la police ait été complice d'actions violentes ou d'agressions contre les chrétiens, soit en fermant les yeux soit en participant aux violences perpétrées par les militants hindous. Par exemple, en Odisha en 2016, les policiers ne sont pas intervenus alors que des extrémistes hindous ont frappé un groupe de chrétiens dans un poste de police.

La police se montre également complice en refusant de poursuivre en justice les militants qui attaquent les minorités religieuses. Cela crée un climat d'impunité qui incite les agresseurs à toujours plus de violence. L'analyse des cas de persécution collectés en 2017 par une agence sur le terrain montre que la police a engagé des poursuites, ou a accepté d'enregistrer une plainte contre des militants dans seulement 20% des cas.

Le climat d'impunité alimenté par la police et les fonctionnaires locaux, et la concentration de ce genre de problème dans les États dirigés par le BJP laissent penser qu'il s'agit d'un problème politique, encouragé par le sommet de la hiérarchie³⁴.

³⁰ <http://www.thehindu.com/news/national/in-bastar-50-villages-ban-nonhindu-missionaries/article6180825.ece>

³¹ <https://www.ndtv.com/india-news/roasted-for-garlanding-lynching-convicts-jayant-sinha-aplogises-1881587>

³² We are Indian too - Open Doors report, 2019.

³³ Le FIR (First Information Report) est le procès-verbal de réception d'une plainte déposée à un poste de police [...] ces rapports permettent de lancer une procédure judiciaire.

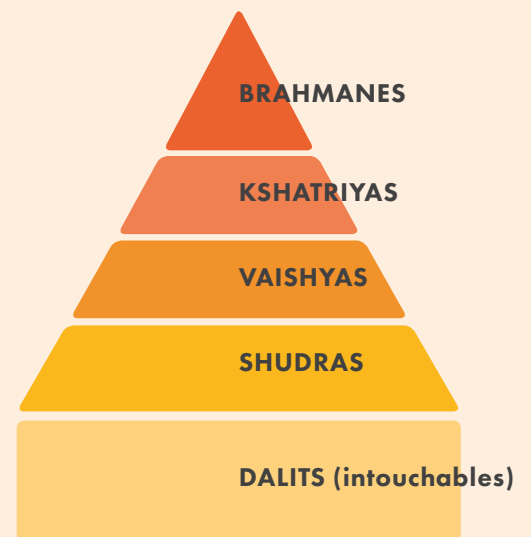
³⁴ Propos tenus par le pasteur indien Albert A., lors de la présentation de l'Index Mondial de Persécution des Chrétiens 2019 à l'Assemblée nationale - 20 février 2019.

Le phénomène de double vulnérabilité des dalits et des femmes : le problème social

Le système des castes en Inde :

Selon la tradition, il existe quatre castes :

- En haut de la hiérarchie se trouvent les brahmanes (religieux)
- En dessous d'eux les kshatriyas ou Guerriers
- Puis les vaishyas, qui sont à l'origine des propriétaires cultivateurs
- Enfin les shudras, petits agriculteurs et éleveurs
- Et des hors castes : les intouchables (également appelés dalits, ce qui signifie « piétiné »). Dans les villages où les traditions sont encore fortes, ils sont considérés comme hors castes. Ils sont au pied de l'échelle sociale et sont assignés aux tâches les plus sales et dangereuses. Les dalits restent la classe sociale la plus pauvre, la plus démunie et la moins éduquée. Pourtant, leur travail est indispensable à l'économie indienne.



La double vulnérabilité des chrétiens dalits (intouchables)

L'appartenance simultanée à une religion minoritaire (chrétienne ou musulmane) et à une basse caste entraîne une double vulnérabilité. Ainsi, les musulmans et les chrétiens dalits sont doublement vulnérables, souvent victimes de discrimination sur la base à la fois de leur foi et de leur caste. **Bien qu'il soit interdit par l'article 17 de la Constitution indienne, le système des castes est toujours une réalité en Inde.** Les dalits chrétiens et

musulmans font l'objet de lois et de politiques gouvernementales discriminatoires. Par exemple, ils sont exclus des systèmes de protection et de discrimination positive accordés aux autres dalits.

L'État considère les dalits chrétiens et musulmans comme étant sortis du système des castes et qu'ils ont accès à d'autres formes de ressources économiques. Il leur enlève donc le droit de bénéficier des actions de discriminations positives et des protections mises en place. Selon le décret constitutionnel

de 1950 sur les castes répertoriées, seuls les personnes appartenant à l'hindouisme font partie des castes répertoriées (the government classification for Dalits). Les dalits sikhs et les dalits bouddhistes ont aussi été inclus dans cette disposition en 1956 et en 1990. Les dalits chrétiens et musulmans n'ont donc pas accès aux aides de discrimination positive mises en place par le gouvernement dans les secteurs de l'emploi et de l'éducation, contrairement aux autres dalits hindous, sikhs et bouddhistes.

Dans les faits, la caste, en tant que catégorie sociale, reste la même lors de la conversion à une autre religion. Dans la vie quotidienne, les dalits qui se convertissent au christianisme ou à l'islam sont toujours considérés comme appartenant à leur caste après la conversion. En tant que tels, ils sont soumis aux mêmes formes de mauvais traitements que les autres dalits, mais sans bénéficier d'aucune aide gouvernementale.

Selon un rapport de l'Indian Institute of Dalit Studies, ces mauvais traitements comprennent l'interdiction d'utiliser les rues destinées aux castes supérieures, le partage des sources d'eau potable et d'autres ressources publiques, et le fait de porter des balais attachés à leur taille afin de purifier le sol sur lequel ils marchent. Les données issues du National Sample Survey Office of India, montrent que les chrétiens dalits continuent à être plus pauvres que les autres chrétiens, que les chrétiens issus des tribus et que tous les dalits en général.

Le lourd fardeau des femmes chrétiennes converties

Selon la loi indienne sur le mariage et l'adoption de 1956, une femme d'arrière-plan hindou qui se convertit au christianisme ou à l'islam perd le droit d'être soutenue financièrement par son mari. La clause 6 de la loi sur les mineurs et le droit de garde et de tutelle de 1956 stipule que ceux qui quittent l'hindouisme perdent la garde de leurs enfants. Ces lois encouragent souvent l'hostilité, l'ostracisme et la violence à l'égard de ces femmes et elles les privent des droits qui leurs sont accordés par l'article 18 du Pacte International Relatif aux Droits Civils et



Cette chrétienne indienne a été battue en raison de sa foi. Son visage reste caché pour des raisons de sécurité

Politiques qui garantissent le droit fondamental à la conversion. Si la personne vit dans un État où les lois anticonversion sont en vigueur, lois qui exigent de dénoncer toute conversion aux autorités, il est probable qu'elle ne rendra jamais publique sa conversion.

Les femmes des zones rurales sont particulièrement vulnérables à la violence et à l'ostracisme si elles quittent l'hindouisme. Dans beaucoup de villages à majorité hindoue, les femmes se rassemblent chaque matin pour pratiquer ensemble les rituels hindous, c'est pourquoi les villageois remarquent rapidement qu'une femme s'est convertie quand elle cesse de s'y rendre.

L'enjeu des élections de 2019

Le phénomène de polarisation politique

Le BJP, parti de droite nationaliste hindoue, a entretenu et intensifié la polarisation politique en jouant sa proximité avec les mouvements Hindutva. Un bon patriote hindou se trouvait selon cette logique engagé à voter BJP.

« Un hindou doit voter BJP »

Jamais l'Inde n'a été le théâtre d'une polarisation politique aussi exacerbée que lors des élections générales de 2014. Un des éléments de fragmentation politique a été planifié et appliqué par le « Sangh Pariwar » : ce terme désigne la constellation de groupes Hindutva issus du RSS. On peut résumer la rhétorique de la manière suivante : « *Si vous êtes un bon hindou, alors vous devez voter BJP* ». Bien que le BJP s'en défende, il participe à une discrimination des citoyens indiens sur la base de leur religion.

Une tactique payante

Lors des élections de 2014 dans l'État de Gujarat, la communication s'est fondée sur cette stigmatisation forte.

Cette stratégie a marché : le BJP a remporté tous les sièges parlementaires dans cet État. Ce phénomène d'association a de même joué à plein dans les élections de l'État du Cachemire, où tous les candidats du BJP ont été élus à Jammu, région à forte majorité hindoue. De même, dans l'Uttar Pradesh le phénomène de polarisation politique, particulièrement intense pendant la campagne, a débouché sur un résultat sans appel : aucun musulman n'a remporté de siège. La minorité musulmane dans cet État représente pourtant environ 18% de la population.

Les chrétiens oubliés

Les chrétiens n'ont pas de parti politique majeur, malgré quelques tentatives peu fructueuses dans les États de Andhra Pradesh et de l'Uttar Pradesh. Ils rejoignent donc les principaux partis existants. Il est intéressant de souligner que certains se sont associés au BJP, ce qui peut apparaître surprenant. En fait, beaucoup de chrétiens ont voté pour Modi³⁵ en raison de son programme économique et par réaction à l'inertie associée à la période Manmohan Singh.

³⁵ <http://opendoorsanalytical.org/wp-content/uploads/2019/01/India-WWR-COUNTRY-DOSSIER-January-2019-update.pdf>

Défaites du BJP aux élections régionales malgré une tentative d'exclusion des électeurs chrétiens

En décembre 2018 le BJP a enregistré des défaites électorales dans trois États qu'il avait remportés précédemment, lors d'élections régionales : le Chhattisgarh, le Madhya Pradesh et le Rajasthan.

Quel signal pour les minorités chrétiennes ?

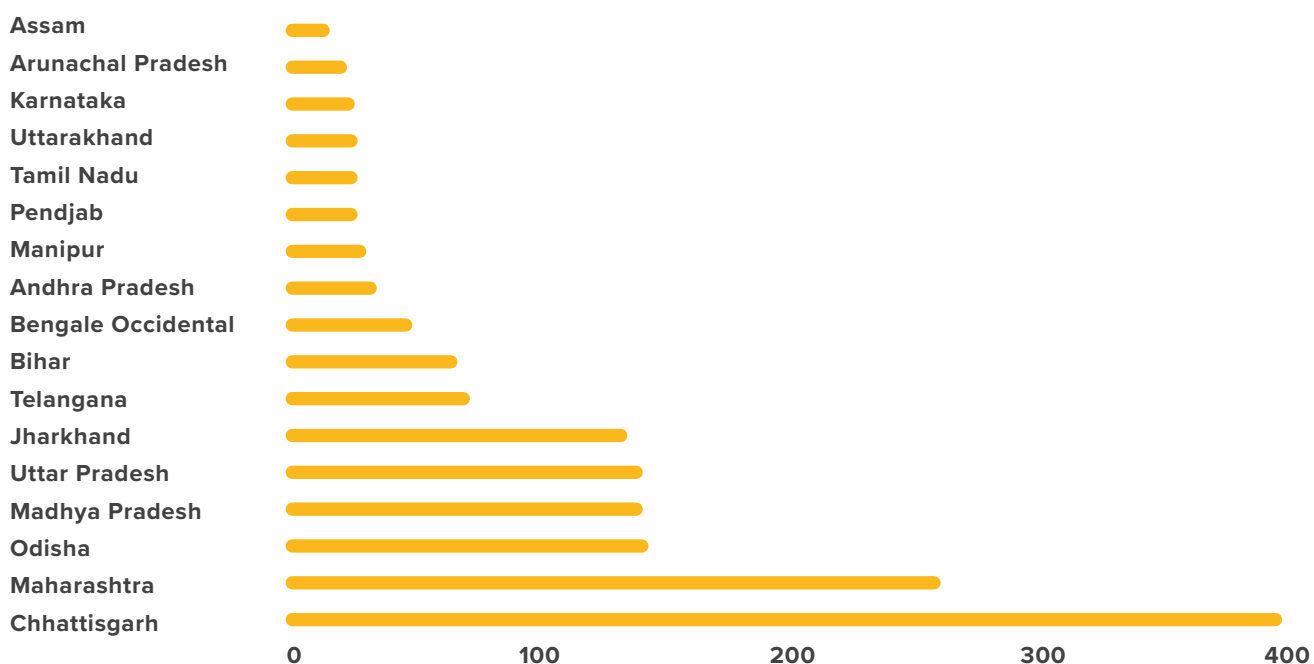
Le Chhattisgarh et le Madhya Pradesh sont des États gouvernés depuis 15 ans par le BJP. Ils sont respectivement au premier et au quatrième rang en nombre de cas de persécution violente contre les chrétiens depuis 2014.

Le BJP opère dans ces États un net recul : de 50 à 15 sièges (sur 90) au Chhattisgarh ; de 165 à 108 sièges (sur 230) au Madhya Pradesh ; de 163 à 73 sièges (sur 200) au Rajasthan. Trois défaites en faveur du Congrès national indien (INC), premier parti d'opposition. Ce recul dans trois États vus comme des fiefs hindous - ils font partie des huit États qui ont adopté des lois anticonversion - peut s'expliquer par différents facteurs : lassitude face au parti au pouvoir, réveil de l'INC, colère des agriculteurs.

« *Les élections sont un avertissement : le BJP doit arrêter d'utiliser l'Hindutva à des fins électorales* » titra notamment le journal d'informations en ligne Scroll³⁶.

Le révérend Vijayesh Lal, secrétaire général de la Fédération Évangélique Indienne³⁷, estime que les minorités, notamment les chrétiens, resteront la cible d'attaques. Il s'attend à « *une polarisation plus subtile et à une augmentation des attaques contre les minorités pour consolider le vote hindou* » pour les élections générales de 2019³⁸.

Répartition par État des faits de violence contre les chrétiens (janvier 2014 - mars 2018)



³⁶ <https://scroll.in/article/905321/the-daily-fix-these-elections-should-caution-the-bjp-against-using-hindutva-as-a-poll-tactic?fbclid=IwAR33BW1XjJnGLQKnr6lIsNMsu3rJrWL-nqwyo2Hv6cLyMrID9tqHQ0TI1s>

³⁷ <http://www.efionline.org/>

³⁸ <https://www.worldwatchmonitor.org/2018/12/indian-christians-heave-sigh-of-relief-as-hindu-nationalists-lose-elections-in-key-states/>

Des centaines de chrétiens disparus des listes électorales

Lors du scrutin du 28 novembre dans le Madhya Pradesh, les chrétiens et d'autres individus appartenant à des minorités ont réalisé que leurs noms avaient disparu des listes électorales. L'archevêque Leo Cornelius, représentant l'Église Catholique dans le Madhya Pradesh, s'est dit peu surpris de voir son nom introuvable dans les listes

électorales. « *Les noms de beaucoup de prêtres et de nonnes manquaient sur les listes électorales* », précisa-t-il³⁹.

Des incidents similaires avaient déjà eu lieu dans l'État du Karnataka, où les chrétiens convertis de l'hindouisme (avec des noms hindous) avaient pu voter, mais pas leurs enfants à qui ils avaient donné des noms chrétiens.

La récupération de la thématique hindouiste

Le travail et les actions des groupes prônant l'Hindutva depuis des années ont imprégné la vie politique : les dégâts sur les mentalités de la montée du nationalisme hindou, de l'impunité des violences contre les minorités religieuses et des discours de haine appelant à l'éradication des religions étrangères mettront des décennies à se résorber. On constate désormais que la thématique hindouiste n'est plus l'apanage de Narendra Modi.

Récupération par l'INC

Il faut noter que le parti du Congrès a aussi joué sur la carte « hindouiste » dans sa campagne contre le BJP dans les élections locales dans cinq États en décembre. Rahul Gandhi, le leader de l'INC, a visité des temples hindous et promis de protéger les vaches, faisant la promotion des vertus curatives de l'urine bovine.

Modi débordé par sa droite

Yogi Adityanath a été nommé ministre en chef de l'Uttar Pradesh en 2017, à la suite de la victoire du BJP aux élections régionales.

Il est aussi le fondateur du Hindu Yuva Vahini⁴¹, milice de jeunes hindous, responsable de la majorité des attaques antichrétiennes dans l'Uttar Pradesh, État le plus peuplé de l'Inde. Depuis son arrivée au pouvoir, les violences contre les minorités chrétiennes ont explosé. Couvrant le lynchage de musulmans accusés d'abattre des vaches⁴², il est vu comme un hindou plus radical que Modi. La grande crainte des chrétiens est que ce rival de l'actuel Premier ministre le remplace à l'issue des élections, ce qui serait probablement synonyme d'aggravation de la situation des minorités religieuses.

La croissance économique ne fait plus recette

Narendra Modi a fait de la prospérité économique son héritage : en mettant l'accent sur le développement bénéficiant à l'ensemble de la population, il avait même su s'attirer les votes des chrétiens en 2014. La croissance indienne n'a néanmoins pas répondu aux promesses de création d'emplois, tandis que les mesures libérales ont provoqué la colère des ouvriers agricoles. Il est possible donc que Narendra Modi donne une place plus grande à l'Hindutva et au nationalisme (ce que les récents événements avec le Pakistan tendent à confirmer) pour s'assurer de rester au pouvoir.

³⁹ <https://www.worldwatchmonitor.org/2018/12/indian-christians-heave-sigh-of-relief-as-hindu-nationalists-lose-elections-in-key-states/>

⁴⁰ <https://www.worldwatchmonitor.org/coe/india-christians-names-missing-from-electoral-lists/>

⁴¹ <http://opendoorsanalytical.org/wp-content/uploads/2019/01/India-WWR-COUNTRY-DOSSIER-January-2019-update.pdf>

⁴² <https://www.institutmontaigne.org/blog/elections-regionales-en-inde-un-tournant-pour-modi>

Les élections de 2019 vues par les chrétiens

Les élections générales de 2019, qui se tiendront du 11 avril au 19 mai, mettront en jeu les 545 sièges du parlement indien, l'influence de Narendra Modi et la composition du gouvernement. Pour les chrétiens, ces élections sont sources d'inquiétudes.

Les chrétiens face à l'hindouisation de la société

« Peu importe le résultat des élections, il faudra des décennies pour remédier aux dommages causés ces dernières années », d'après le pasteur méthodiste Albert⁴³. Il y a 5 ans, une foule interrompait un service religieux chrétien, désormais un homme seul le peut. Les chrétiens sont marqués par la peur, et l'impunité encourage les hindous extrémistes à des violences toujours plus grandes. Des chrétiens rapportent que certains hindouistes les attaquent pour se faire une réputation au sein de leur milice. Exprimer sa foi publiquement, organiser des cérémonies chrétiennes, et même se réunir pour prier dans des maisons - tout cela est devenu extrêmement dangereux dans certains États.

Les chrétiens ont peur qu'une victoire éclatante des nationalistes hindous n'amène les conséquences suivantes pour l'Église :

- Lois anticonversion à l'échelle nationale et changement constitutionnel pour faire de l'Inde une nation hindoue.
- Multiplication des campagnes de Ghar Wapsi.
- Hindouisation accrue de l'éducation.
- Alourdissement du climat d'impunité encourageant les extrémistes hindous à plus d'exactions.
- Surveillance et fermetures des églises : **possible constitution d'un réseau d'églises souterrain.**

Témoignages de chrétiens indiens

« Depuis que je suis devenu chrétien, j'ai fait face à la persécution. J'ai été chassé de chez moi après avoir été accusé de convertir une jeune fille. Elle a été battue car elle affirmait vouloir suivre Jésus, moi-même j'ai été battu. C'est le pays dans lequel nous vivons. **Les élections sont directement connectées à notre liberté.** Nous prions pour un environnement paisible. » Pasteur Manoj⁴⁴.

« Je suis à la tête d'une église de 70 à 80 membres. Pour le moment, rien ne nous est arrivé, mais beaucoup d'incidents ont lieu autour de nous. J'ai reçu une lettre de menace car j'étais trop actif sur les réseaux sociaux. Depuis je ne les utilise plus, et je ne parle plus de mes activités religieuses. Je dois être très prudent. J'espère que Modi et le BJP ne gouverneront plus après les élections. Ils n'ont rien fait pour les chrétiens et les minorités, toutes les décisions ont été prises contre ces dernières. J'ai peur de l'avenir pour mon pays et mes enfants. **Peu importe quel parti remporte les élections, du moment qu'il nous apporte la paix.** » Pasteur Ravi⁴⁵.

« Ma congrégation compte 60 membres. Je vois bien que tout le monde est troublé par la situation actuelle. Pas juste les chrétiens, les gens d'autres religions aussi. Ils regrettent leur choix de 2014. Mais nous avons peur que les élections nous soient volées, que les machines soient hackées ou que les voix soient achetées. **Moi-même et d'autres pasteurs nous sommes vu promettre un terrain et une protection si nous votions pour le BJP.** » Pasteur Vishal⁴⁶.

L'archevêque de Delhi appelle les églises catholiques à la prière pour les élections

L'archevêque de Delhi a appelé en mai 2018 toutes les églises catholiques de la capitale à jeûner un jour par semaine pour la nation et à mener une « campagne de prière » pour les élections de 2019. « Nous sommes les témoins d'une atmosphère politique tourmentée qui menace nos principes démocratiques défendus par notre Constitution et le socle laïc de notre nation », écrit-il dans sa lettre aux églises⁴⁷. Sa lettre a été fortement critiquée par les membres du RSS.

^{43, 44, 45, 46} Noms changés pour des raisons de sécurité.

⁴⁷ <https://www.worldwatchmonitor.org/coe/india-archbishop-of-delhi-calls-for-prayer-in-run-up-to-2019-elections/>

Recommandations

Politiques

On observe une réelle escalade de la violence contre les minorités chrétiennes et musulmanes, année après année. Ces actes, associés à des discriminations quotidiennes et motivés par l'idéologie Hindutva, affectent de manière dramatique la vie des minorités religieuses. Le climat d'impunité envoie un message inquiétant pour le pluralisme religieux de la société indienne, mettant en danger la diversité ethnique et religieuse qui fait sa richesse.

Si le développement économique ne profite pas aux minorités et que les Droits de l'Homme comme la liberté religieuse ne sont pas respectés, les États démocratiques devraient revoir ou soumettre à condition leurs relations, notamment commerciales et économiques, avec l'Inde.

28

Les autorités françaises sont appelées à exprimer leur intérêt vigilant auprès de leurs homologues indiens. Les mesures suivantes permettraient d'améliorer concrètement la situation des minorités :

- **Création d'une commission d'enquête et de surveillance internationale**, chargée d'établir un état des lieux précis des violences contre les minorités religieuses en Inde et de sensibiliser et former les autorités indiennes impliquées sur la question de la tolérance religieuse.
- **Condamnation publique des discours de haine contre les minorités religieuses**, sanctions contre les auteurs et campagne de sensibilisation faisant la promotion de la diversité ethnique et religieuse de l'Inde, en y incluant les chrétiens et les musulmans.
- **Abrogation des lois anticonversion ou réforme de celles-ci** concernant la définition des termes « conversion forcée », « fraude », « incitation » et « conversion abusive » ainsi que l'utilisation discriminatoire de ces lois selon la religion impliquée.

- **Prise de position claire des autorités et formation des policiers et des fonctionnaires locaux concernant le plein exercice du droit constitutionnel à la liberté de religion**, notamment dans le contexte des lois PESA ou interprétation erronée de certains articles du code pénal (sections 153A et 295A sur la désacralisation des lieux saints et l'insulte envers une religion).
- **Une attention particulière à porter aux femmes, ainsi qu'aux dalits** dont il faudrait revoir la classification telle que définie dans le décret constitutionnel de 1950 pour qu'ils puissent bénéficier de manière égale des programmes d'action positive, et d'une protection juridique spéciale dans les cas de discrimination et de violence fondés sur la caste, **quelle que soit leur religion (ou leur changement de religion)**.

Annexes : **état des lieux** **du paysage** **religieux**

Une mosaïque des religions - le paysage religieux indien

Appartenance religieuse	Nombre	%
Hindous	981 730 000	72,5
Musulmans	195 379 000	14,4
Chrétiens	65 061 000	4,8
Religions ethniques	50 938 000	3,8
Autres*	30 538 800	2,2
Agnostiques	16 104 000	1,2
Bouddhistes	10 008 000	0,7
Baha'is	2 187 000	0,2
Athées	2 092 000	0,2
Juifs	11 300	0,0

* Religion traditionnelle chinoise, nouvelles religiosités, sikhs, adeptes du spiritisme, taoïstes, confucianistes, jaïnistes, shintoïstes, zoroastriens.

31

L'Inde est une terre de pluralité des religions, où se sont rencontrées tout au long de l'histoire de nombreuses philosophies et croyances. En plus de l'hindouisme, l'Inde est le berceau du bouddhisme, du jaïnisme, du sikhisme, tandis que le christianisme y serait présent depuis ses débuts, annoncé selon la tradition chrétienne par Saint-Thomas. Toutes les grandes religions sont donc représentées au sein du sous-continent, qui compte en outre plus de 2 000 groupes ethniques. Seul le continent africain présente une diversité linguistique, technique et culturelle plus riche que l'Inde.

La Constitution de 1950, consacrant l'Inde comme un État démocratique et laïque, garantit à tous ses citoyens la liberté religieuse : « *professer, pratiquer et diffuser toute religion*⁴⁸ ».

Une majorité et deux grandes minorités

La première religion de l'Inde est l'hindouisme, qui représenterait 72,5% de la population⁴⁹. Si l'hindouisme domine la vie de la société indienne depuis des siècles (depuis la période datant de 500/300 avant JC), le radicalisme hindou a connu un essor particulier à partir du début des années 1990.

L'islam constitue la première minorité religieuse de l'Inde, avec 14,4% de la population⁵⁰. Il convient de préciser que cela représente la deuxième communauté musulmane du monde en population, plaçant l'Inde juste derrière l'Indonésie. Il est notable de considérer qu'il y a plus de musulmans en Inde que chez ses voisins le Pakistan et le Bangladesh. Certaines projections font de l'Inde le premier pays musulman d'ici 2030⁵¹ ou 2050⁵².

⁴⁸ Articles 25 à 28 de la Constitution. Voir page ...

^{49, 50} World Christian Database 2018.

⁵¹ http://www.senat.fr/fileadmin/Fichiers/Images/rerelations_internationales/Groupes_d_amitie/CR_Inde_deplacement_septembre_2018.pdf

⁵² <http://www.pewresearch.org/fact-tank/2018/06/29/5-facts-about-religion-in-india/>

D'après le recensement mené en 2011 par le gouvernement indien, les chrétiens représentent approximativement 2,3% de la population.⁵³ Ce chiffre est probablement en dessous de la réalité, car les chrétiens, particulièrement ceux venant d'un arrière-plan hindou, choisissent de ne pas déclarer leur foi de peur d'être la cible de violence ou de se voir interdire l'accès aux ressources (c'est notamment le cas des chrétiens dalits).⁵⁴ Le chiffre de 4,8% de la World Christian Database semble ainsi plus fidèle à la réalité.

Dichotomie religion indienne/étrangère

Les religions ethniques (3,8% de la population⁵⁵) regroupent des religions tribales

traditionnelles antérieures à l'arrivée de l'hindouisme et du bouddhisme en Inde. Le Jaïnisme, inclus dans ce groupe, est considéré comme une religion indienne, à l'instar du bouddhisme et de l'hindouisme, selon le narratif de la théologie Hindutva⁵⁶. À l'opposé, les religions musulmane et chrétienne sont perçues comme « étrangères », ce qui les amène à être dépeintes comme vassalisées à des puissances extérieures ou comme une menace à l'unité du pays par les hindouistes radicaux.

Cette dialectique religion indienne/étrangère constitue une composante essentielle du phénomène de persécution religieuse en Inde.

L'Église en Inde

Population totale du pays	1,4 milliard
Nombre de chrétiens	65,1 millions

Le christianisme s'est répandu en Inde dès ses origines. Aujourd'hui cette religion est présente sous ses diverses formes et dénominations, alors que la population chrétienne est très inégalement répartie selon les États.

Brève histoire du christianisme en Inde

L'implantation des premières églises, principalement dans la région de Kerala, est attribuée selon la tradition chrétienne à Saint-Thomas au premier siècle. D'autres évoquent une œuvre de Saint-Barthélemy.

Le christianisme a commencé à véritablement se répandre au 4ème siècle avec la venue de chrétiens du Moyen-Orient, à l'image de la

communauté syrienne de Thomas de Cana à Kodungallur.

Jourdain de Séverac, premier missionnaire catholique en Inde en 1320, fut suivi les siècles suivant par les Franciscains, Jésuites, Dominicains, Augustiniens, etc., dans le contexte colonial avec l'arrivée des Portugais. Les protestants s'implantèrent en Inde au 18ème siècle, à l'instar de William Carey⁵⁷. Le Nord-Est de l'Inde accueille de nombreux missionnaires baptistes américains au siècle suivant.

Aujourd'hui encore, les plus fortes concentrations de chrétiens se trouvent au Nord-Est du pays, dans les États de Nagaland, Mizoram et au sein des peuples Khasis et Kukis.

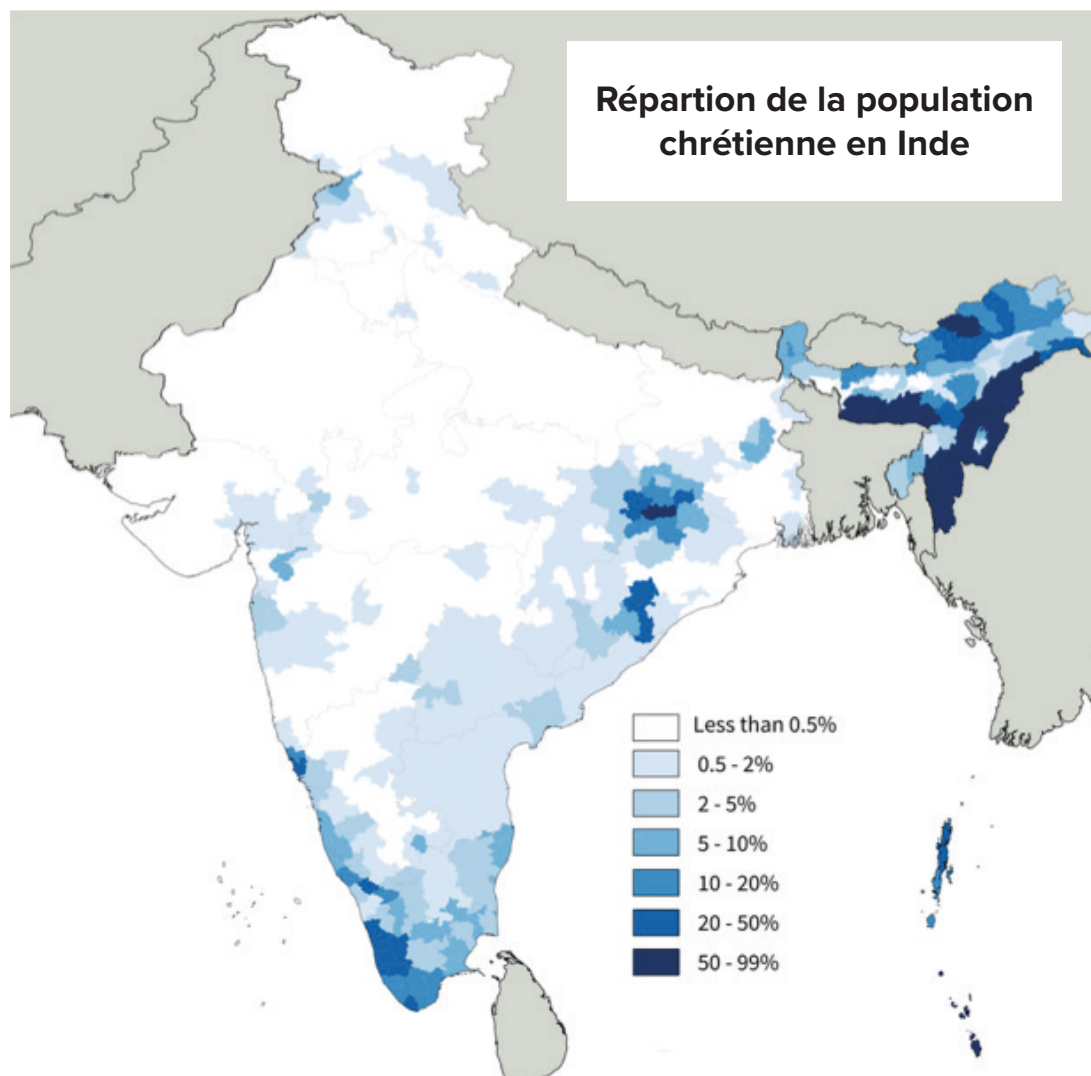
⁵³ Ministère des Affaires intérieures, recensement du gouvernement d'Inde, "religion", 2011, http://censusindia.gov.in/Census_And_You/religion.aspx

⁵⁴ Pew Research Forum, 'Global Christianity: A Report on the Size and Distribution', Pew Research Center's Forum on Religion and Public Life, Washington DC, 2011, <http://www.pewforum.org/2011/12/19/global-christianity-exec/>

⁵⁵ World Christian Database 2018.

⁵⁶ Voir Annexes p.35

⁵⁷ Ce baptiste anglais travailla à Serampore et Calcutta et traduisit la Bible en bengali, sanskrit, et de nombreux autres dialectes et langues. Arrivé en Inde en 1793, il y mourut en 1834.



État des lieux des églises en Inde

Pour appréhender le phénomène de persécution des chrétiens, Portes Ouvertes prend en considération quatre catégories d'églises :

1. Les communautés historiques : majoritairement catholiques, mais encore orthodoxes ou anglicanes. Cette catégorie représente près de 40% des chrétiens indiens. Peu prosélyte, elle est malgré tout touchée par l'attaque de ses lieux de cultes par des hindous extrémistes, qui vandalisent les croix et les statues.
2. Les communautés chrétiennes expatriées : au premier rang desquelles les réfugiés afghans et chins. Ce groupe ne comprend même pas 1% des chrétiens en Inde, et est peu atteint par la persécution car il entretient peu de contacts avec les nationaux hindous.
3. Les communautés de convertis au christianisme : cible première des persécutions violentes des extrémistes hindous. Beaucoup de convertis se réunissent en réseaux d'églises dites « de maison » ou se rattachent au courant protestant. Leur nombre reste impossible à établir.
4. Les communautés non traditionnelles : la première catégorie de chrétiens en nombre (en y incluant les convertis) soit près de 60% des chrétiens en Inde. Ces courants non traditionnels du protestantisme sont répartis en plus de 1100 dénominations dont les baptistes, les évangéliques, les pentecôtistes, les Assemblées de Dieu
Ce sont les églises les plus dynamiques et les plus actives dans l'expression publique de leur foi, qui croissent en nombre via le phénomène de conversion.

Le réseau d'églises en Inde

Dénomination	Nombre	%
Protestant	22 129 000	34
Catholique	20 620 000	31,7
Indépendants*	19 444 000	29,9
Orthodoxe	5 224 000	8
Non-affiliés**	168 000	0,3
Affiliations doubles***	-2 524 000	-3,9
TOTAL	65 061 000	100

Source : Johnson T M and Zurlo G A (eds.), World Christian Database (Leiden/Boston: Brill)

* Courants qui ne se rattachent pas aux 3 grandes familles du christianisme, comme par exemple les baptistes indépendants ou les charismatiques indépendants.

** Personnes se disant chrétiennes sans se rattacher à aucun courant.

*** Personnes se rattachant à au moins deux dénominations chrétiennes. (soustraction pour rééquilibrage)

Pour comprendre les défis de l'Église en Inde :

- La croissance rapide de l'Église non traditionnelle en Inde engendre des problématiques pratiques de formation en nombre suffisant des leaders religieux.
- La discrimination basée sur la prégnance du système de caste affecte lourdement les chrétiens, dont la plupart des convertis sont des dalits : plus de 80 % des chrétiens sont issus des castes les plus basses de la société. 60% des chrétiens indiens sont des convertis de l'hindouisme.
- La forte présence chrétienne dans les milieux « hors castes » - dalits et groupes tribaux - attise l'ire des extrémistes hindous qui perçoivent le christianisme comme une menace à la nation.
- Les ONG chrétiennes, suspectées d'activités antipatriotiques et d'allégeance extérieure, sont particulièrement surveillées et lourdement contrôlées⁵⁸.

⁵⁸ 20 000 des 33 000 ONG implantées en Inde recevant des fonds de l'étranger ont récemment vu leur autorisation retirée par les autorités indiennes. <https://timesofindia.indiatimes.com/india/fcra-licences-of-20000-ngos-cancelled/articleshow/56203438.cms>

Racines et fondements de l'Hindutva

L'idéologie Hindutva s'avère un fondement essentiel de la persécution des minorités chrétiennes et musulmanes en Inde. Alliant les termes « Hindu » et « Tattva », l'Hindutva signifie littéralement « principes hindous » et peut se traduire par « l'Inde aux hindous ». Cette idéologie nationaliste affirme que la nation indienne ne peut devenir une force harmonieuse et dynamique que si les principes d'une religion unique, d'une culture unique et d'une nation unique sont respectés.

La naissance de l'Hindutva : « Qu'est-ce qu'un hindou » ?

L'Hindutva est née dans les années 1920, sous la plume de V.D. Sarvarkar. Il publia en 1923 son ouvrage intitulé « Qui est hindou ? ». Sa question se posait dans le contexte où l'Inde s'apprêtait à devenir une nation indépendante. L'objectif de son travail était de rassembler tous les Indiens sous une seule nationalité et un seul État nation, faisant de l'identité hindoue leur dénominateur commun. Dans sa réflexion, il mêle unité géographique, culture commune et caractéristiques raciales pour arriver à une définition de ce qu'est un hindou. Selon V.D. Sarvarkar, l'hindouisme, le bouddhisme, le jaïnisme et le sikhisme sont considérés comme faisant partie de l'Hindutva, car l'Inde représente pour leurs adeptes à la fois leur patrie et leur terre sainte.⁵⁹ En revanche, les musulmans et les chrétiens ne sont pas intégrés à l'Hindutva : ils menacent au contraire l'unité de l'Inde car « leur amour et leur allégeance se portent vers d'autres lieux »⁶⁰.

Extension du concept par un leader du RSS : la notion de droits hindous exclusifs

L'Hindutva a été reprise et développée en 1948 par M.S. Golwalkar, un leader influent du mouvement nationaliste hindou Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS) qui considérait les chrétiens et les musulmans comme des ennemis de la nation. Sa position était la suivante : « *Les non-hindous vivant en Inde doivent adopter la culture et la langue hindoues, apprendre à révéler et respecter la religion hindoue, n'avoir qu'un but, la glorification de la religion hindoue. Cela signifie qu'ils ne doivent pas se limiter à abandonner leur attitude d'intolérance et d'ingratitude à l'égard de ce pays et de sa tradition ancestrale, mais qu'ils sont appelés à cultiver, à la place, une attitude positive d'amour et de dévotion. Ils est dans leur intérêt de cesser d'être des étrangers, sinon, qu'ils soient complètement subordonnés à la nation hindoue, ne demandant rien, ne méritant aucun privilège, encore moins de traitement préférentiel et ne bénéficiant pas des droits que confère la nationalité indienne* »⁶¹.

Sous l'influence de M.S. Golwalkar, le RSS a soigneusement défini qui pouvait être citoyen indien et bénéficier des droits corollaires à cette citoyenneté. Les minorités religieuses qui ne sont pas Hindutva, ne sont pas considérées comme indiennes. L'idéologie Hindutva explique en grande partie pourquoi les musulmans et les chrétiens ont vu leurs droits régulièrement bafoués par la loi et la société. Comme l'a écrit l'universitaire A. Kollori, « *la jouissance des droits civils de base dans une nation qui suit les principes de la laïcité comme principes de gouvernance est présentée de manière insidieuse aux minorités religieuses comme étant une question de « choix » : embrassez la culture hindoue ou perdez votre identité indienne* »⁶².

Ce discours explique le haut niveau de violence et d'agressions sexuelles à l'encontre des musulmans et des chrétiens.

⁵⁹ Voir les notions « fatherland » et « holyland » dans les ouvrages de Vinayak Damodar Savarkar.

⁶⁰ We are Indian too - Open Doors report, 2019.

⁶¹ Partha Gohsh, BJP and the Evolution of Hindu Nationalism, (Delhi: Manohar Publication, 1999), 48.

⁶² Kollori, A. 'Minority Existence and the Subject of (Religious) Conversion', Cultural Dynamics, 2004, p. 84.

Si un non-hindou n'est pas considéré comme un membre à part entière de la société indienne, sa valeur et sa dignité sont immanquablement remises en question.

Les cinq traits caractéristiques d'une nation hindoue selon M. S. Golwalker :

1. Unité géographique
2. Unité raciale
3. Unité culturelle
4. Unité linguistique
5. Un slogan : « Hindou, Hindi et Hindoustan »⁶³

La laïcité à l'indienne : une protection théorique dans la Constitution

La Constitution de 1950 consacre l'Inde comme un État démocratique et laïque, socialiste et souverain, et garantit à tous ses citoyens la liberté de croyance, de foi et de culte. Le sécularisme indien peut être considéré comme une réponse à la diversité foisonnante des religions pratiquées dans le sous-continent⁶⁴.

Défense de la liberté religieuse dans la Constitution

La Constitution indienne reconnaît dans l'article 25 que « *toute personne a un droit égal à la liberté de conscience, et au droit de professer, pratiquer et diffuser librement toute religion* ». On y retrouve l'écho assumé

L'idéologie Hindutva se trouve à la source du processus d'hindouisation actuel de la société, qui vise à faire de l'Inde une nation hindoue.

Depuis les années 1990, l'expression de l'hindouisme s'est progressivement radicalisée et a pris un caractère plus violent. Cela s'est traduit par de nombreuses violences antimusulmanes (destruction de la mosquée de Babri en 1992, attentat contre la mosquée d'Hyderabad en 2007) et antichrétiennes (missionnaire australien brûlé vif avec ses fils en 1999, émeutes antichrétiennes en Odisha en 2008).

à l'article 18 du Pacte International Relatif aux Droits Civils et Politiques qui protège la liberté de religion et de conviction et définit les cas où cette liberté peut être limitée par l'État. La Constitution reconnaît également le droit des minorités à conserver leur culture et leur religion avec des clauses de non-discrimination dans les articles 29 et 30, en cohérence avec l'article 27 du Pacte International Relatif aux Droits Civils et Politiques. Rappelons en outre que les droits des minorités sont définis dans la Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques de l'ONU selon les termes suivants : « *professer et pratiquer* » sa propre religion « *librement et sans ingérence ni discrimination quelconque* ».

Une crise dans la pratique depuis 1990 ?

Alors que la Constitution garantit ces droits, certains universitaires, dont le professeur Sumit Ganguly, affirment que la laïcité indienne et le respect du pluralisme religieux sont « en crise » depuis le début des années 90⁶⁵. Ils font référence au « Nellie massacre » où des

⁶³ Lancy Lobo, *Globalization, Hindu Nationalism and Christian in India*, (New Delhi, Rawat Publication, 2002).

⁶⁴ Compte rendu du déplacement du groupe interparlementaire France – Inde à New Delhi et à Pondichéry http://www.senat.fr/fileadmin/Fichiers/Images/relation_internationales/Groupes_d_amitie/CR_Inde_deplacement_septembre_2018.pdf

⁶⁵ Ganguly, S., 'Crisis of Indian Secularism', *Journal of Democracy*, 14(4), 2003, pp.11-25; and Needham, A. D., and Rajan, R. S., 'The Crisis of Indian Secularism', Duke University Press, 2007

musulmans bengalais ont été tués à Assam en 1983, aux émeutes sikhs en 1984⁶⁶, à la démolition de la mosquée Babri Masjid à Ayodhya dans l'Uttar Pradesh par des militants hindous en 1992⁶⁷, aux émeutes contre des musulmans à Gujarat en 2002⁶⁸, aux émeutes antichrétiennes en Odisha et à Karnataka en 2007-2008⁶⁹, et aux émeutes de Muzaffarnagar en 2013 (entraînant la mort de 42 musulmans et de 20 hindous et déplaçant plus de 40 000 personnes)⁷⁰. Les enquêtes ouvertes après ces violences se sont avérées

souvent incomplètes, politiquement biaisées. Dans beaucoup de cas, ceux qui avaient agressé les minorités sont restés impunis.

L'escalade de la violence contre les minorités religieuses depuis les années 1990, qui va de pair avec un regain de l'extrémisme hindou, illustre que ces dernières ne bénéficient pas dans la pratique des droits défendus par la Constitution. Depuis 2014, on assiste à une nouvelle étape dans la violation des droits des minorités.

Musulmans et chrétiens : une même persécution ?

Si ce rapport n'a pas pour vocation de chiffrer les cas de persécution pour la minorité musulmane, il reste nécessaire de souligner que les musulmans sont frappés par même phénomène de discrimination.

« Religions étrangères » : le prétexte à toutes les violences

Pour les hindous radicaux, l'islam et le christianisme sont à classer au rang des religions étrangères, qu'il faut éradiquer du pays. De ce fait, les musulmans subissent des traitements similaires aux chrétiens de la part des extrémistes hindous. En revanche, les bouddhistes et les sikhs se trouvent mieux acceptés, l'Inde étant leur berceau.

On remarque que la persécution religieuse s'exprime de manière violente à l'égard des

musulmans comme des chrétiens :

- **Destructions des lieux de culte :** la mosquée Masjid s'avère à cet égard l'exemple le plus parlant. En 1992, dans la ville d'Ayodhya, dans l'État d'Uttar Pradesh, une foule hindoue a démolie cette mosquée du 16e siècle, car celle-ci aurait été construite sur le lieu de naissance d'une divinité hindoue, le seigneur Ram. Près de 2000 personnes ont été tuées dans les émeutes qui ont embrasé toute l'Inde à la suite de cet événement. Depuis 1992, de nombreux hindous demandent qu'un temple dédié au seigneur Ram soit construit à cet emplacement. Les groupes extrémistes hindous de droite comme le VHP ou le Shiv Sena ont pris part aux revendications. Récemment, le BJP a redoublé d'efforts pour que le temple soit construit. En 2017, il a nommé Yogi Adityanath, l'un de ses leaders politiques, à la tête de l'Uttar Pradesh. Celui-ci aurait déclaré : « *Si personne ne nous a empêché de détruire la mosquée, qui pourra nous empêcher de construire le temple ?* »
- **Les violences sexuelles comme arme de persécution religieuse :** tragique écho à l'histoire de la petite Anjali Masih⁷¹, une affaire similaire a eu lieu le même mois,

⁶⁶ <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/14631369.2014.880592?journalCode=caet20>

⁶⁷ BBC News, 'India's Ayodhya site: Masses gather as Hindu-Muslim dispute simmers', 25 November 2018, <https://www.bbc.co.uk/news/world-asia-india-46318505>

⁶⁸ New York Times, 'Timeline of the Riots in Modi's Gujarat', 19 August 2015, https://www.nytimes.com/interactive/2014/04/06/world/asia/modi-gujarat-riots-timeline.html/#time287_8514

⁶⁹ Chamberlain, G., 'Convert or we will kill you, Hindu lynch mob tell fleeing Christians', The Observer, 19 October 2008, <https://www.theguardian.com/world/2008/oct/19/orissa-violence-india-christianity-hinduism>

⁷⁰ Government releases data of riot victims identifying religion', The Times of India, 24 September 2013

⁷¹ Voir p.13

illustrant les violences sexuelles dont sont victimes les femmes musulmanes et chrétiennes. Une petite musulmane de 8 ans, Asifa Bano, qui vivait à Jammu, dans l'État du Kashmir, a été attirée par un ouvrier agricole, emmenée dans un temple hindou, droguée et violée pendant 5 jours par un groupe d'hommes, avant d'être tuée avec une pierre. Huit hommes ont été arrêtés en lien avec cette affaire. Plusieurs ont avoué le crime, selon la police locale. Deux des accusés sont des officiers de police qui auraient accepté plusieurs milliers de dollars pour couvrir le crime.

- **Campagnes de diffamation** : comme les chrétiens, les musulmans sont dépeints comme une menace. La propagande prend un aspect démographique, alors que le RSS tend à présenter les hindous comme une minorité menacée par la croissance supposée explosive des musulmans et des chrétiens. Les fausses accusations portent classiquement sur connivence supposée avec l'étranger ou jouent sur la caricature des mangeurs de vaches sacrées. Un musulman de 45 ans a ainsi été battu à mort par une foule affirmant qu'il faisait de la contrebande de bœuf, le 18 juin 2018.

Éléments de différenciation dans l'expérience de la persécution

Il convient que rappeler que les musulmans et les chrétiens peuvent être visés de manière

spécifique en raison de leur foi, et que leur expérience de la persécution peut s'avérer différente pour plusieurs raisons :

- **Le contentieux historique avec le Pakistan et le Bangladesh** engendre notamment des craintes d'un séparatisme de certaines régions à forte présence musulmane.
- **Le contexte communautaire** est très différent : les musulmans vivent en général en communautés fermées alors que les chrétiens, notamment les convertis en régions rurales, sont disséminés au sein de villages à majorité hindoue.
- **Le type de réponse** : pour les raisons communautaires évoquées ci-dessus, les attaques contre les musulmans peuvent amener à des émeutes entre les communautés hindoues et musulmanes. Les chrétiens privilégient généralement une réponse légale et individuelle.
- **La question de la conversion** : l'Église en Inde grandit essentiellement grâce au phénomène de conversion, qui attire l'ire des hindouistes radicaux et de l'entourage des convertis. Plus que les musulmans dont la foi se transmet généralement d'une génération à une autre, les chrétiens sont ciblés de manière discriminatoire par les lois anticonversion et les campagnes de reconversions à l'hindouisme.

Glossaire

BJP : Bharatiya Janata Party (« parti du peuple indien »). Un des deux principaux partis politiques indiens, il est actuellement au pouvoir, avec Narendra Modi Premier ministre. Créé en 1980, il s'affiche comme un parti de droite nationaliste hindoue.

Ghar Wapsi : « Retour à la maison », campagnes de reconversions forcées à l'hindouisme, visant les personnes d'arrière-plan hindou qui ont embrassé une autre religion.

Hindu Mahasabha : organisation nationaliste hindoue, fondée par V. D. Savarkar en 1915 dans le but de défendre les intérêts hindous et de lutter contre la Ligue musulmane et le Parti du Congrès.

Hindu Rashtra : « nation hindoue », système politico-économique protégeant le peuple hindou et sa culture, au sein de sa patrie.

Hindu Yuva Vahini : milice pour la jeunesse hindoue, fondée par Yogi Adityanath en 2002, se décrivant comme une organisation dédiée à l'Hindutva et au nationalisme.

Hindutva : idéologie associant l'identité indienne à la religion hindoue, appelant à leur protection face aux idéologies et religions considérées comme étrangères.

INC : Indian National Congress (« Congrès national indien »), un des principaux partis indiens, traditionnellement présenté comme de centre gauche, dont Mahatma Gandhi fut une des figures principales.

Lois de Manu : Manusmriti, traité de loi décrivant l'ordre hiérarchique socio-cosmique et les devoirs des castes, dans la religion hindoue.

Lois Panchayats : ou PESA (Panchayats - Extension of Scheduled Areas), système administratif spécial de certaines zones rurales et zones dites « répertoriées » (zones comptant une forte population tribale). Les gram panchayats sont des gouvernements locaux, initialement au niveau du village, qui permettent un système d'administration territoriale des zones rurales.

RSS : Rashtriya Swayamsevak Sangh (« Organisation patriotique nationale »), milice suprématiste hindoue nationaliste et paramilitaire, fondée par K. B. Hegdewar en 1925.

Safranisation : référence à la couleur safran - la plus sacrée dans la religion hindoue - ce terme est un synonyme du processus d'hindouisation, s'appliquant généralement à l'éducation ou la culture.

VHP : Vishva Hindu Parishad, (« Conseil hindou mondial »), organisation nationaliste hindoue d'extrême-droite fondée par Swami Chinmayananda et S. S. Apte en 1960 : son principal objectif est « *d'organiser, de consolider la société hindoue et de servir et protéger le dharma hindou* ».